Krisztina Morvai : une contradiction extrêmement hongroise

Description

Elle affiche le sourire radieux d'une femme politique à qui tout réussit. Depuis quelques mois, le charme et l'énergie de Krisztina Morvai révolutionnent en effet la scène politique hongroise. Juriste, avocate et professeure associée à une université prestigieuse de Budapest, elle a été élue, le 7 juin 2009, au Parlement européen. Le tout en s'affichant comme une mère épanouie, responsable de l'éducation de ses trois filles.

K. Morvai incarne une nouvelle génération de la politique hongroise: une femme, occidentalisée, dynamique, ambitieuse et libre de tout passé communiste. Sans torts donc, mais pas sans reproches. Et pour cause. Si elle s'est autrefois spécialisée sur les droits des femmes et la prévention du sida, elle est aujourd'hui affiliée au Jobbik, le très populaire parti d'extrême-droite radical[1]. Et ses propos ouvertement antisémites défrayent régulièrement la chronique. Portrait du nouveau visage féminin de l'extrême-droite hongroise.

Une «avocate féministe»

Née en 1963 et élevée dans une famille aisée, K.Morvai étudie le droit à Budapest et devient avocate à l'obtention de son diplôme. En signe de défiance face au système juridique de la Hongrie socialiste, elle ne cherche pas à devenir juge, bien qu'elle en ait acquis les qualifications. Elle se fait professeure associée et enseigne à Budapest. La chute du rideau de fer lui ouvre des perspectives inattendues et va faire d'elle l'une des premières Hongroises à «expérimenter l'Ouest»: dès 1989, elle reçoit une bourse d'études du gouvernement britannique et part vivre à Londres. En 1993-1994, elle enseigne le droit dans le Wisconsin, aux Etats-Unis. De retour en Europe, elle passe brièvement à Strasbourg où elle travaille à la Cour européenne des droits de l'homme.

En tant qu'avocate, elle se spécialise sur des questions de criminalité, de droits de l'homme, d'avortement, de prostitution ou encore de violence domestique. Ses livres *Terreur dans la famille*(*Terror a csaladban*, 1998) et *Peur et violence à la maison* (*Retteges es eroszak otthon*, 2002) la consacrent comme experte respectée dans son domaine. Elle se distingue aussi en défendant les droits des homosexuels. Elle milite activement pour l'abolition de la différence d'âge concernant le consentement sexuel entre adolescents hétéro- et homosexuels (14 ans pour les uns contre 18 ans pour les autres). Avec succès, puisque la Cour constitutionnelle annule cette discrimination en 2002. Son engagement est aussi reconnu au niveau international, et la Croix Rouge lui accorde un prix «Freddie Mercury» pour son action en faveur de la prévention contre le sida.

K.Morvai se considère elle-même comme une «avocate féministe» qui a réussi à se hisser au sommet de sa profession malgré un environnement hongrois peu propice. L'inégalité des sexes semble en effet profondément ancrée en Hongrie, qui affiche un taux d'emploi féminin inférieur aux autres pays de la région (55% en 2008)[2]. Ainsi a-t-elle sincèrement œuvré pour la promotion des droits des femmes tout au long de sa carrière. En 2004, elle dénonce par exemple les résistances de la société hongroise à la notion même de droit des femmes, comme si ces derniers étaient «*étrangers à la culture hongroise*»[3]. En 2002, elle est nommée par le gouvernement socialiste pour siéger au Comité des Nations unies pour la lutte contre la discrimination à l'égard des femmes. C'est là qu'elle déclenche ses premières polémiques. Alors que la tradition du groupe d'experts est de défendre le droit à l'avortement, K.Morvai demande en 2005 un changement de politique. Selon elle, l'avortement est «*mauvais pour les femmes*», à la fois «*psychologiquement, spirituellement et physiquement*», et l'ONU devrait au contraire travailler à «*éliminer*» les pratiques d'avortement à travers le monde, qui seront un jour, espère-t-elle, regardées comme «*de la torture*».

Des droits de l'homme aux droits des Hongrois

Toujours en 2005, K.Morvai est chargée avec d'autres d'étudier la situation des femmes arabes en Israël. Elle y constate leur existence difficile et dénonce leur statut de «*citoyennes de seconde classe*» entretenu par le gouvernement israélien. Aussi, quand le gouvernement hongrois décide de ne pas prolonger son mandat en septembre 2006, elle l'interprète comme une revanche d'Israël, et elle présente sa remplaçante comme une activiste sioniste, déclenchant une vaste polémique au sein de l'ONU, aux termes de laquelle la Hongrie perd son siège au comité[4]. Dans son rapport final d'activités, elle critique avec vigueur la «*mésinterprétation des traités internationaux*» et l'ingérence des Nations unies dans les affaires internes des pays du monde. La frustration née de cette affaire semble être à l'origine à la fois d'une radicalisation antisémite de ses positions et de sa scission avec le Parti socialiste hongrois, qui l'avait soutenue jusque-là.

A son retour en Hongrie le mois suivant, elle est directement plongée dans la violence des émeutes anti-gouvernementales qui secouent le pays. Elle fait après coup partie du comité d'enquête sur la gestion de la crise et en conclut à un usage démesuré de la force par la police et à de sévères violations des droits de l'homme. A partir de ce moment, elle n'a de cesse de critiquer le gouvernement à la solde des puissances étrangères qui ont «*acheté la Hongrie* », de se faire la porte-parole «*des perdants du changement de régime*» et de proposer de «*rendre la Hongrie aux Hongrois*». Le Hongrois n'étant -selon sa définition- ni juif, ni rom! Andras Kovacs, professeur à l'Université de l'Europe centrale à Budapest, analyse la manière dont elle a développé un «*discours artificiel de classe supérieure*», qui attire une certaine audience de par son côté autoritaire. Ce discours est articulé sur la différence entre «notre genre» et «votre genre», ce dernier étant clairement identifié comme étant étranger et œuvrant contre l'intérêt national. Ainsi lance-t-elle en décembre 2008: «*Nous, Hongrois, nous n'admettrons pas sans bruit que nous avons été condamnés à un statut colonial et nous ne répondrons pas à la déclaration sur le rachat de la Hongrie qu'a faite votre patron bien-aimé Shimon Peres, en disant: 'Shalom, Shalom, entrez et servez-vous'. Chers «votre genre», votre impudence n'a pas de bornes...* »[5].

En tant que femme politique, K.Morvai entretient son image de femme jeune, dynamique, très attachée aux valeurs du catholicisme et de la famille. Elle promeut en effet très souvent son rôle de mère attentive auprès de ses trois filles et l'importance d'une éducation structurée et traditionnelle. En tant que nouvelle chef de file de l'extrême-droite, elle justifie l'opposition entre ses combats pour les droits de l'homme et ses idées actuelles par un souci du bien-être de la Hongrie. Par exemple, sans s'embarrasser de la contradiction flagrante avec ses engagements passés, elle soutient l'établissement de mesures de discrimination à l'encontre des Roms de Hongrie. Et, malgré son opposition à l'avortement, elle ne peut s'empêcher de s'inquiéter de la fertilité des femmes roms.

De même, les médias relaient depuis 2006-2007 l'exacerbation de ses sentiments antisémites. Dans des déclarations officielles ou qu'on lui attribue, elle préconise ainsi aux «*sionistes libéraux-bolchéviques*» de «*commencer à penser à fuir et à se cacher*»[6], refuse l'achat de la Hongrie par les Israéliens qu'elle qualifie de «*sales meurtriers*» au moment de la guerre dans la bande de Gaza, en décembre 2008. Le plus gros scandale survient en juin 2009, lorsque des insultes antisémites grossières et obscènes postées sur un forum Internet hongrois lui sont attribuées[7]. Elle ne les a jamais démenties. Cette violence verbale destinée à un public spécifiquement hongrois contraste cependant avec la prudence qu'elle montre lors d'entretiens avec des journalistes étrangers. Ainsi Gideon Rachman, journaliste au *Financial Times*, raconte en mai 2009 la fierté de K.Morvai d'avoir préfacé le livre d'un de ses amis juifs. Une contradiction de sa vie privée provoque aussi la perplexité des observateurs: son mari, le journaliste Gyorgy Balo, dont elle est séparée mais pas divorcée, est non seulement affilié à la gauche libérale, mais est aussi d'origine juive.

Une femme à la tête de l'extrême-droite

Quoi qu'il en soit, K.Morvai est maintenant une figure de proue de l'extrême-droite hongroise et à la pointe des efforts de rassemblement des mouvements eurosceptiques au Parlement européen. Son statut de femme à la tête d'un parti très masculin, refusant par nature le concept d'égalité des sexes, peut apparaître comme une nouvelle incohérence. Mais cette question n'est pas abordée, en tout cas pas par ses collaborateurs et partisans. Selon A.Kovacs, c'est là une attitude très pragmatique de la part des dirigeants du Jobbik, qui ont cruellement besoin d'intellectuels charismatiques.

La société hongroise semble en revanche plus sensible à l'usage de propos violemment obscènes par une femme. Ainsi, à l'occasion du scandale de juin 2009, l'ancien ministre des Affaires étrangères Geza Jeszenszky a déclaré que les insultes attribuées à K.Morvai «*ne sont pas dignes des traditions hongroises et d'une femme*», soulignant le lien entre les deux, dans une perspective conservatrice de la place de la femme.

Quel avenir pour celle que les Hongrois surnomment la «Barbie fasciste» (en hongrois, *Nyilas Barbie*)? A.Kovacs perçoit de nombreux sujets de frictions entre l'eurodéputée et les dirigeants du Jobbik, qui chercheraient à utiliser son image tout en la tenant à distance, entre Bruxelles et Strasbourg. Mais sa popularité et son ambition, ouvertement démesurée, n'excluent pas un retour sur la scène nationale dans les prochains mois, à l'occasion des élections législatives d'avril 2010 dont on s'attend à ce qu'elles se traduisent par une percée de l'extrême-droite. Elle pourrait alors s'afficher comme la figure maternelle d'un parti de gouvernement, au service des citoyens de «son genre».

Notes :
[1] Nom hongrois, traduit par:«Pour une meilleure Hongrie». Après un score remarquable aux élections européennes de juin 2009 (14,77%, soit 3 des 22 sièges réservés à la Hongrie au Parlement européen), on prévoit au parti un rôle incontournable de partenaire de coalition après les élections législatives d'avril 2010.
[2] Source OCDE. Voir aussi un sondage réalisé en 2000, conduit par l'Institut de recherches pour le développement social, agence de l'ONU. 76% des hommes et 70% des femmes interrogés estiment que le rôle de l'homme consiste à gagner de l'argent et celui de la femme à gérer le foyer familial. 68% des hommes et 67% des femmes interrogés jugent qu'un emploi à plein temps de la femme nuit à la vie familiale.
[3] Krisztina Morvai, «Women and the rule of law in Hungary», *Feminist review*, n°76, 2004.
[4] Andrea Peto, professeure spécialisée sur l'égalité des sexes, était présentée par K.Morvai comme une «*activiste sioniste bien connue et influente*». Elle est en fait membre d'une petite fondation culturelle traditionnelle nommée «Esztertaska», qui compte seulement quelques membres et n'a développé aucun discours sioniste.
[5] Déclaration du 11 décembre 2008. K.Morvai y fait allusion à une conférence de presse du 10 octobre 2007, au cours de laquelle le président israélien Shimon Peres se félicitait de la vigueur des investissements israéliens à travers le monde, en remarquant: «*Nous rachetons Manhattan, la Roumanie, la Hongrie et la Pologne*». Ce constat jugé maladroit avait déclenché de vives réactions dans les pays concernés.
[6] *Jewish Telegraphic Agency*, 8 juin 2009.
[7] Deak Ferenc, *Civic Forum website*, 5 juin 2009.

Sources principales :
Entretien réalisé par l'auteur avec Andras Kovacs, 24 novembre 2009.
Site de *Barikad.hu*, www.barikad.hu
Journal Francophone de Budapest, www.jfb.hu
Jewish Telegraphic Agency, www.jta.org
Telegraph, www.telegraph.co.uk
Page personnelle de Krisztina Morvai, http://kontakt.hu/mk
Life Site News, www.lifesitenews.com
Site d'information des Nations unies, http://www.unis.unvienna.org

Photo : http://www.jobbik.com

date créée
15/01/2010
Champs de Méta
Auteur-article : Sébastien Gobert